

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2000 — 3148

[C — 2000/29412]

**30 OCTOBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement**  
**réglant l'octroi de subventions aux fédérations ou associations sportives reconnues**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air donné le 10 mai 2000;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances donné le 22 mai 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 14 juin 2000;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 30.354/4 donné le 25 septembre 2000, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup> 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, de la Culture et des Sports;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 octobre 2000,

Arrête :

*CHAPITRE 1er. — De l'introduction des demandes de la subvention de fonctionnement*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour bénéficier de la subvention annuelle de fonctionnement prévue aux articles 48, 60 et 71 du décret, les fédérations ou associations sportives reconnues introduisent une demande à l'administration sur formulaires fournis par celle-ci.

**Art. 2.** Les formulaires visés à l'article 1<sup>er</sup> sont introduits pour le 31 mars de l'année de l'exercice budgétaire à charge duquel les subventions accordées sur la base du décret sont effectivement liquidées ci-après dénommée l'année budgétaire. Ils sont complétés, accompagnés de tout document requis et signés par au moins deux administrateurs mandatés à cet effet.

Les renseignements y mentionnés se rapportent aux dépenses effectuées pendant l'année civile précédant celle de l'année budgétaire ci-après dénommée année de référence.

Sauf cas de force majeure, tout retard dans la transmission de la demande entraîne la perte du droit à la subvention de fonctionnement.

**Art. 3.** Chaque fédération ou association sportive reconnue joint à sa demande :

1° le procès-verbal de sa dernière assemblée générale, en ce compris le rapport des commissaires au compte, approuvant :

- a) le projet de budget de l'année en cours,
- b) le bilan et le compte d'exploitation, en dépenses et recettes, de l'année écoulée,
- c) le rapport moral présenté par les instances dirigeantes,
- d) le relevé des activités programmées ainsi que leurs objectifs prioritaires;

2° la liste actualisée des cercles affiliés en indiquant pour chacun d'eux :

- a) le siège social,
- b) le lieu habituel de leurs activités,
- c) le nombre de membres pratiquants différenciés par âge et par sexe,
- d) la liste de leurs dirigeants en mentionnant leur nom, adresse et fonction exercée au sein du cercle;

3° la liste des membres de son personnel rétribué ou non, quel que soit leur statut et ayant exercé au moins à mi-temps;

4° la liste à jour de ses administrateurs en mentionnant leur nom, adresse et fonction exercée au sein de la fédération ou association sportive reconnue;

5° un document précisant les modalités de mise en œuvre et de suivi de la surveillance médicale régulière.

**Art. 4.** L'association de fédérations sportives francophones :

- 1° est dispensée des obligations visées à l'article 3, 2° et 5°;
- 2° doit communiquer la liste de ses fédérations membres et en ordre de cotisation.

**Art. 5.** L'association du sport scolaire :

- 1° est dispensée des obligations visées à l'article 3, 2° et 5°;
- 2° doit, pour chacune de ses fédérations composantes, communiquer la liste de leurs administrateurs en mentionnant leur nom, adresse et fonction exercée au sein de leur fédération.

**Art. 6.** L'association du sport dans l'enseignement supérieur :

- 1° est dispensée des obligations visées à l'article 3, 2° et 5°;
- 2° doit, pour chacun de ses centres sportifs composants, communiquer la liste de leurs administrateurs en mentionnant leur nom, adresse et fonction exercée au sein de leur centre.

#### CHAPITRE II. — *Du calcul de l'intervention dans les dépenses de cadre administratif*

**Art. 7.** Les dépenses à prendre en compte pour le calcul de l'intervention sont celles exposées par les fédérations ou associations sportives reconnues pendant l'année de référence.

Pour déterminer l'année d'imputation de la dépense, la date effective du paiement de celle-ci fait foi.

**Art. 8.** Les montants maxima des rémunérations à prendre en considération pour le calcul de la subvention sont déterminés comme suit :

- 1° pour les membres du cadre administratif exerçant des tâches de direction :
  - a) durant les trois premières années de prestation au sein d'une fédération ou association sportive reconnue : échelle 100/1 (brut),
  - b) durant la période allant de la quatrième à la neuvième année de prestation au sein d'une fédération ou association sportive reconnue : échelle 110/1 (brut),
  - c) à partir de la dixième année de prestation au sein d'une fédération ou association sportive reconnue : échelle 120/1 (brut);
- 2° pour les membres du cadre administratif exerçant des tâches de gestion :
  - a) durant les trois premières années de prestation au sein d'une fédération ou association sportive reconnue : échelle 200/1 (brut),
  - b) durant la période allant de la quatrième à la neuvième année de prestation au sein d'une fédération ou association sportive reconnue : échelle 210/1 (brut),
  - c) à partir de la dixième année de prestation au sein d'une fédération ou association sportive reconnue : échelle 220/1 (brut).

**Art. 9.** Les montants des rémunérations à prendre en considération sont fixés en tenant compte du mode d'indexation appliqué aux traitements des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 10.** Les échelles de traitement visées à l'article 8 sont celles reprises en annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 11.** Lorsqu'un membre du cadre administratif n'exerce pas une fonction comportant des prestations complètes ou n'a exercé que pendant une partie de l'année de référence les montants maxima des rémunérations à prendre en considération sont réduits au prorata des prestations effectuées.

Toute rémunération liée à un préavis non presté ne peut être admise à la subvention.

**Art. 12.** Les montants maxima visés à l'article 8 sont adaptés comme suit en fonction de l'âge atteint par les membres du cadre administratif au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de référence :

- 1° moins de 25 ans : montant minimum;
- 2° de 25 à 34 ans : ancienneté de 5 ans (5e échelon);
- 3° de 35 à 44 ans : ancienneté de 15 ans (15e échelon);
- 4° de 45 à 50 ans : ancienneté de 20 ans (20e échelon);
- 5° plus de 50 ans : ancienneté maximale (dernier échelon).

**Art. 13.** Outre la condition d'être employé pour des prestations au moins équivalentes à un mi-temps visée aux articles 50, alinéa 1<sup>er</sup>, 62, alinéa 1<sup>er</sup> et 73, alinéa 1<sup>er</sup> du décret, les rémunérations des membres du cadre administratif sont admissibles à la subvention pour autant que ceux-ci remplissent les conditions ci-après :

- 1° être belge ou citoyen de l'Union européenne;
- 2° être d'expression française;
- 3° jouir des droits civils et politiques;
- 4° être de bonne vie et mœurs;
- 5° ne pas avoir atteint l'âge de 65 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de référence;
- 6° être lié à la fédération ou association sportive reconnue par un contrat d'emploi;
- 7° a) pour les tâches de direction : être porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur ou jugé équivalent;
- b) pour les tâches de gestion : être porteur d'un diplôme d'enseignement secondaire supérieur ou jugé équivalent.

**Art. 14.** Le Ministre peut déroger aux conditions visées à l'article 13, 1°, 6° et 7° *b* après avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air.

Pour ce qui concerne l'association du sport dans l'enseignement supérieur et dans le cas où l'employeur est une des institutions visées à l'article 44 du décret les membres du cadre administratif concernés doivent consacrer un mi-temps au moins à l'association sur base d'un acte de mise à disposition signé par les mandatés des deux parties.

**Art. 15.** Le nombre maximum de membres du cadre administratif pouvant être pris en considération est fixé comme suit, l'unité étant définie comme équivalente à un emploi temps plein :

1° Fédérations sportives classées en catégories I à l'exception de celle visée par l'article 26 du décret

- a) plus de 20 000 membres : 6 unités
- b) de 15 001 à 20 000 membres : 5,5 unités
- c) de 10 001 à 15 000 membres : 5 unités
- d) de 5 001 à 10 000 membres : 4 unités
- e) de 2 501 à 5 000 membres : 3 unités
- f) de 1 501 à 2 500 membres : 2 unités
- g) de 250 à 1 500 membres : 1 unité

2° Fédérations sportives classées en catégorie II

- a) plus de 15 000 membres : 4 unités
- b) de 7 501 à 15 000 membres : 3 unités
- c) de 5 001 à 7 500 membres : 2,5 unités
- d) de 2 501 à 5 000 membres : 2 unités
- e) de 1 501 à 2 500 membres : 1,5 unité
- f) de 250 à 1 500 membres : 1 unité

3° Fédérations sportives classées en catégorie III

- a) plus de 20 000 membres : 3,5 unités
- b) de 15 001 à 20 000 membres : 3 unités
- c) de 10 001 à 15 000 membres : 2,5 unités
- d) de 5 001 à 10 000 membres : 2 unités
- e) de 2 501 à 5 000 membres : 1,5 unité
- f) de 1 000 à 2 500 membres : 1 unité

4° La fédération sportive visée à l'article 26 du décret :

- a) plus de 20 000 membres : 7 unités
- b) de 15 001 à 20 000 membres : 6,5 unités
- c) de 10 001 à 15 000 membres : 6 unités
- d) de 5 001 à 10 000 membres : 5 unités
- e) de 2 500 à 5 000 membres : 4 unités

5° L'association du sport scolaire : 4 unités

6° L'association du sport dans l'enseignement supérieur : 5 unités.

**Art. 16.** Le montant des interventions dans les dépenses de cadre administratif est fixé comme suit :

1° tâches de direction :

- a) 1<sup>er</sup> agent : 90 % de la rémunération
- b) autres agents : 75 % de la rémunération

2° tâches de gestion :

- a) 1<sup>er</sup> agent : 90 % de la rémunération
- b) autres agents : 75 % de la rémunération

**Art. 17.** Par dérogation aux dispositions des articles 13 — à l'exception de ses points 3°, 4°, 5° — et 15, les membres du cadre administratif des fédérations reconnues au 31 décembre 2000 ayant douze mois d'ancienneté au moins et admissibles à la subvention à cette date sont considérés comme répondant aux conditions du présent arrêté pour autant qu'ils assument la même fonction au sein de la même fédération.

Le Ministre peut déroger aux pourcentages visés à l'article 16 dans les cas où l'application du présent arrêté s'avérerait, pour les bénéficiaires, moins avantageuse que les dispositions antérieurement en vigueur.

**Art. 18.** Toute fédération ou association sportive reconnue demanderesse de la subvention de fonctionnement tient à la disposition de l'administration les pièces justificatives de tous les renseignements et de toutes les dépenses mentionnées dans les documents visés aux articles 2, 3, 4, 5, 6 et 13 tels notamment contrats d'emploi, copies de diplômes, certificats de nationalité, de bonne vie et mœurs, fiches de traitement, déclarations à l'ONSS, contrats d'assurances, factures et preuves de paiement, extraits de comptes bancaires, originaux ou copies conformes de documents administratifs, certificats médicaux.

**Art. 19.** Une avance sur la subvention de fonctionnement peut être versée aux fédérations ou associations sportives reconnues à concurrence d'un montant maximum équivalant au montant de la partie forfaitaire de la subvention et de 50 pour-cent de l'intervention consentie l'année précédente dans les dépenses de cadre administratif.

CHAPITRE III. — *De l'introduction des demandes de subvention complémentaire*

**Art. 20.** Pour bénéficier de la subvention complémentaire prévue aux articles 51, 63 et 74 du décret, les fédérations ou associations sportives reconnues doivent introduire une demande à l'administration sur formulaires fournis par celle-ci.

**Art. 21.** Les formulaires visés à l'article 20 sont introduits pour le 31 octobre de l'année de référence.

Ils sont complétés, accompagnés de tout document requis et signés par au moins deux administrateurs mandatés à cet effet.

Sauf cas de force majeure tout retard dans la transmission de la demande entraîne la perte du droit à la subvention complémentaire.

**Art. 22.** Le programme des activités visées aux articles 53,1°; 64,1° et 75,1° du décret est présenté sous forme de projets.

Les projets sont :

1° accompagnés d'un exposé de motivation qui précise :

- a) les objectifs qualitatifs et quantitatifs poursuivis;
- b) les besoins administratifs, logistiques et techniques nécessaires à leur mise en œuvre;

2° planifiés jusqu'à la fin de l'olympiade;

3° présentés par ordre de priorité;

4° budgétisés tant en dépenses qu'en recettes.

**Art. 23.** A l'appui des demandes de subventions complémentaires, les fédérations ou associations sportives reconnues mentionnent en y apportant toutes les justifications appropriées :

1° le nombre de membres du cadre sportif nécessaire à la réalisation du plan-programme;

2° le mandat qui leur est confié;

3° la nature des tâches imposées;

4° le niveau de qualification requis.

CHAPITRE IV. — *Du calcul de la subvention complémentaire**Section 1re. — Du calcul de l'intervention dans les dépenses d'activités*

**Art. 24.** Le Ministre, pour chaque fédération ou association sportive reconnue, arrête :

1° les projets admissibles à la subvention;

2° les types de dépenses réputées admissibles;

3° les plafonds d'intervention applicables aux dépenses réputées admissibles;

4° les pourcentages d'intervention, à concurrence d'un maximum de 90 pour-cent, applicables aux programmes d'activités visés aux articles 53, 1°; 64, 1° et 75, 1° du décret.

A cet effet, sauf pour ce qui concerne l'association du sport scolaire et l'association du sport dans l'enseignement supérieur, le Ministre sollicite l'avis de la Commission d'avis visée à l'article 52 du décret et tient compte :

1° de l'intérêt des projets admissibles et de leurs objectifs;

2° s'il échet, du classement attribué soit en vertu de l'article 16 du décret, soit par assimilation;

3° des ressources financières propres de la fédération ou association sportive reconnue;

4° de la réalisation des programmes antérieurs.

**Art. 25.** La subvention ne peut servir à couvrir des dépenses déjà totalement ou partiellement subsidiées par la Communauté française, plafonnées ou considérées comme non admissibles par d'autres dispositions légales ou réglementaires.

**Art. 26.** D'une manière générale, les plafonds d'intervention visés à l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° se réfèrent aux normes et tarifs en application dans les services du Gouvernement de la Communauté française et en suivent l'évolution.

*Section 2. — Du calcul de l'intervention dans les dépenses de cadre sportif*

**Art. 27.** Les dépenses à prendre en compte pour le calcul de l'intervention sont celles exposées par les fédérations ou associations sportives reconnues pendant l'année budgétaire.

Pour déterminer l'année d'imputation de la dépense, la date effective du paiement de celle-ci fait foi.

**Art. 28.** Les montants maxima des rémunérations à prendre en considération pour le calcul de la subvention sont déterminés comme suit :

1° pour les membres du cadre sportif exerçant des tâches de direction technique :

a) durant les trois premières années de prestation au sein d'une fédération ou association sportive reconnue : échelle 100/1 (brut),

b) durant la période allant de la quatrième à la neuvième année de prestation au sein d'une fédération ou association sportive reconnue : échelle 110/1 (brut),

c) à partir de la dixième année de prestation au sein d'une fédération ou association sportive reconnue : échelle 120/1 (brut);

2° pour les membres du cadre sportif exerçant des tâches pédagogiques, techniques ou d'organisation sportive :

a) durant les trois premières années de prestation au sein d'une fédération ou association sportive reconnue : échelle 200/1 (brut),

b) durant la période allant de la quatrième à la neuvième année de prestation au sein d'une fédération ou association sportive reconnue : échelle 210/1 (brut).

c) à partir de la dixième année de prestation au sein d'une fédération ou association sportive reconnue : échelle 220/1 (brut).

**Art. 29.** Les montants des rémunérations à prendre en considération sont fixés en tenant compte du mode d'indexation appliqué aux traitements des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 30.** Les échelles de traitement visées à l'article 28 sont celles reprises en annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 31.** Lorsqu'un membre du cadre sportif n'exerce pas une fonction comportant des prestations complètes ou n'a exercé que pendant une partie de l'année budgétaire les montants maxima des rémunérations à prendre en considération sont réduits au prorata des prestations effectuées.

Toute rémunération liée à un préavis non presté ne peut être admise à la subvention.

**Art. 32.** Les montants maxima visés à l'article 28 sont adaptés comme suit en fonction de l'âge atteint par les membres du cadre sportif au 1<sup>er</sup> janvier de l'année budgétaire :

- 1° moins de 25 ans : montant minimum
- 2° de 25 à 34 ans : ancienneté de 5 ans (5e échelon)
- 3° de 35 à 44 ans : ancienneté de 15 ans (15e échelon)
- 4° de 45 à 50 ans : ancienneté de 20 ans (20e échelon)
- 5° plus de 50 ans : ancienneté maximale (dernier échelon).

**Art. 33.** Outre la condition d'être employé pour des prestations au moins équivalentes à un mi-temps, visée aux articles 57, alinéa 1<sup>er</sup>, 68 alinéa 1<sup>er</sup>, et 79 alinéa 1<sup>er</sup> du décret, les rémunérations des membres du cadre sportif sont admissibles à la subvention pour autant que ceux-ci remplissent les conditions ci-après :

- 1° être belge ou citoyen de l'Union européenne;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° être de bonne vie et mœurs;
- 4° ne pas avoir atteint l'âge de 65 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année budgétaire;
- 5° être lié à la fédération ou association sportive reconnue par un contrat d'emploi.

**Art. 34.** Les rémunérations des membres du cadre sportif sont admissibles à la subvention, pour autant que ceux-ci possèdent les qualifications ci-après :

- 1° s'agissant des tâches de direction technique :
  - a) pour les membres du cadre sportif des fédérations sportives visées au chapitre IV Section I<sup>re</sup> du décret : être porteur :
    - d'un diplôme de licencié en éducation physique et
    - d'un brevet de moniteur délivré ou homologué par l'administration, spécifique aux activités développées par la fédération,
  - b) pour les membres du cadre sportif des fédérations visées au chapitre IV Sections II et III du décret : être porteur :
    - d'un diplôme de licencié en éducation physique ou en kinésithérapie et
    - d'un brevet de moniteur délivré ou homologué par l'administration, spécifique aux activités développées par la fédération,
  - c) pour les membres du cadre sportif des associations visées au chapitre IV Sections IV, V et VI du décret : être porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur en éducation physique;
- 2° s'agissant des tâches pédagogiques et techniques :
  - a) pour les membres du cadre sportif des fédérations sportives visées au chapitre IV Section I<sup>re</sup> du décret : être porteur :
    - d'un brevet de moniteur délivré ou homologué par l'administration, spécifique aux activités développées par la fédération et
    - d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur,
  - b) pour les membres du cadre sportif des fédérations visées au chapitre IV Sections II et III du décret : être porteur :
    - d'un brevet de moniteur délivré ou homologué par l'administration, spécifique aux activités développées par la fédération et
    - d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur,
 ou être porteur :
    - d'un diplôme d'enseignement supérieur en éducation physique ou en kinésithérapie et
    - d'un brevet d'aide-moniteur délivré ou homologué par l'administration, spécifique aux activités développées par la fédération,
  - c) pour les membres du cadre sportif des associations sportives visées au chapitre IV Sections IV, V et VI du décret : être porteur :
    - d'un diplôme d'enseignement supérieur en éducation physique;
- 3° s'agissant des tâches d'organisation sportive :
  - a) pour les membres du cadre sportif des fédérations sportives visées au chapitre IV Section I<sup>re</sup> du décret : être porteur :
    - d'un brevet d'aide-moniteur délivré ou homologué par l'administration, spécifique aux activités développées par la fédération et
    - d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur.

b) pour les membres du cadre sportif des fédérations sportives visées au chapitre IV Sections II et III du décret : être porteur :

— d'un brevet d'aide-moniteur délivré ou homologué par l'administration, spécifique aux activités développées par la fédération et

— d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur,

ou être porteur :

— d'un diplôme d'enseignement supérieur en éducation physique ou en kinésithérapie et

— d'un brevet d'initiateur délivré ou homologué par l'administration, spécifique aux activités développées par la fédération;

c) pour les membres du cadre sportif des associations sportives visées au chapitre IV Sections IV, V et VI du décret : être porteur :

— d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur.

**Art. 35.** Le Ministre peut déroger aux conditions dont question à l'article 33, 1° et 5° après avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air.

Le Ministre peut déroger aux qualifications dont question à l'article 34 pour les brevets et diplômes qu'il juge équivalents, l'expérience utile pouvant également être prise en considération, après avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air.

Pour ce qui concerne l'association du sport dans l'enseignement supérieur et dans le cas où l'employeur est une des institutions visées à l'article 44 du décret, les membres du cadre sportif concernés doivent consacrer un mi-temps au moins à l'association sur base d'un acte de mise à disposition signé par les mandataires des deux parties.

**Art. 36.** Le nombre de membres du cadre sportif pouvant être pris en considération est fixé annuellement par le Ministre compte tenu :

1° s'il échet, du classement attribué soit en vertu de l'article 16 du décret, soit par assimilation;

2° du plan-programme approuvé;

3° de la nature des tâches projetées.

**Art. 37.** Le montant des interventions dans les dépenses de cadre sportif est fixé comme suit :

1° tâches de direction technique :

a) 1<sup>er</sup> agent : 90 % de la rémunération;

b) autres agents : 75 % de la rémunération;

2° tâches pédagogiques et techniques :

a) 1<sup>er</sup> agent : 90 % de la rémunération;

b) autres agents : 75 % de la rémunération;

3° tâches d'organisation sportive :

75 % de la rémunération.

**Art. 38.** 1° Par dérogation aux dispositions de l'article 33 — à l'exception de ses points 2°, 3°, 4° — les membres du cadre sportif des fédérations reconnues au 31 décembre 2000 ayant douze mois d'ancienneté au moins et admissibles à la subvention à cette date sont considérés comme répondant aux conditions du présent arrêté pour autant qu'ils assument la même fonction au sein de la même fédération.

2° Le Ministre peut déroger aux pourcentages visés à l'article 37 dans le cas où l'application du présent arrêté s'avérerait, pour les bénéficiaires, moins avantageuse que les dispositions antérieurement en vigueur.

**Art. 39.** Toute fédération ou association sportive reconnue demanderesse de la subvention complémentaire tient à la disposition de l'administration les pièces justificatives de tous les renseignements et de toutes les dépenses tels notamment contrats d'emploi, copies de diplômes, certificats de nationalité, de bonne vie et mœurs, fiches de traitement, déclarations à l'ONSS, contrats d'assurances, factures et preuves de paiement, extraits de comptes bancaires, originaux ou copies conformes de documents administratifs.

### Section 3. — De l'intervention dans les dépenses de lutte contre le dopage

**Art. 40.** La définition des moyens visés à l'article 53, 1° d du décret comprend :

a) la stratégie que la fédération ou association sportive reconnue compte mettre en œuvre pour lutter contre le dopage;

b) l'identification des actions envisagées entre autres dans les domaines :

— de l'information,

— de la prévention,

— du contrôle;

c) les modalités de la concrétisation de ces actions notamment quant à la catégorie, le nombre et le niveau des sportifs visés.

Les actions envisagées dans les domaines de l'information et de la prévention sont présentées sous forme de projets.

**Art. 41.** Les dépenses exposées à l'occasion des contrôles effectués dans le cadre de la lutte contre le dopage sont subventionnées à concurrence d'un montant maximum de 15.000 francs par contrôle. Ce montant couvre :

1° les frais d'analyse et de contre-expertise par un laboratoire agréé;

2° les frais d'acquisition des flacons destinés aux prélèvements;

3° les frais d'acheminement des échantillons;

4° les frais de déplacement et les rémunérations du personnel chargé d'effectuer les prélèvements.

CHAPITRE V. — *De la subvention aux cercles pour handicapés*

**Art. 42.** Par cercle pour handicapés, il faut entendre les cercles sportifs visés aux articles 29 et 34 du décret pour autant qu'ils :

1° comptent un minimum de quinze membres dont 80 pour-cent au moins présentent un handicap ou une malformation de caractère définitif ou de longue durée affectant leurs facultés physiques, sensorielles ou mentales qui les empêchent de pratiquer les activités sportives dans les conditions habituelles;

2° regroupent au sein d'un seul de ceux-ci les handicapés émergeant à une même institution mais qui pratiquent des disciplines différentes;

3° disposent d'installations présentant toutes les garanties de sécurité et permettant la pratique appropriée du sport par les handicapés;

4° acceptent de se soumettre à l'inspection des fonctionnaires désignés par l'administration.

**Art. 43.** Le Ministre répartit, chaque année, entre les fédérations visées au chapitre IV, Sections II et III du décret, le crédit inscrit au budget de la Communauté française pour le subventionnement des cercles sportifs pour handicapés visés à l'article 42, en tenant compte :

1° du classement par assimilation de chaque fédération concernée;

2° du nombre total de membres.

**Art. 44.** Chacune des fédérations visées à l'article 43 est informée du montant qui lui est réservé, durant l'année budgétaire, pour le subventionnement de ses cercles sportifs affiliés.

**Art. 45.** Avant le 1<sup>er</sup> juin de l'année budgétaire, chacune des fédérations visées à l'article 43, soumet à l'approbation du Ministre ses critères de répartition du crédit qui lui a été alloué pour le subventionnement de ses cercles sportifs affiliés, ainsi que la répartition des subsides qui seraient accordés selon les critères proposés.

Parmi les critères retenus, doivent obligatoirement figurer ceux identifiés aux articles 29, 30, 34 et 35 du décret.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires*

**Art. 46.** Pour l'exercice budgétaire 2001 les avances sur la subvention de fonctionnement et sur la subvention complémentaire éventuelle seront globalisées. Le montant ne peut-être supérieur à 50 pour-cent du total de la subvention de fonctionnement et de celle visant le sport de haut niveau octroyées au même bénéficiaire pour l'exercice budgétaire 2000, augmentés du montant de la partie forfaitaire de la subvention de fonctionnement visée à l'article 48, 1° du décret.

Le Ministre fixe le montant de l'avance octroyée aux fédérations ou associations sportives reconnues résultant du regroupement d'organismes reconnus dans le cadre des dispositions antérieurement en vigueur.

**Art. 47.** Sont abrogés :

1° L'arrêté royal du 16 novembre 1977 fixant les conditions d'octroi des subventions destinées à favoriser la pratique des activités physiques, des sports et de la vie en plein air par les handicapés et les modalités d'introduction des demandes de subventions, modifié par l'arrêté royal du 7 juillet 1991, par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 14 mai 1987 et 12 octobre 1987 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 février 1994.

2° L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juin 1986 d'application du décret du 5 juillet 1985 fixant les conditions de reconnaissance des centres sportifs universitaires et assimilés et des fédérations sportives scolaires et les conditions d'octroi de subventions de fonctionnement à ces institutions.

3° L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 novembre 1991 réglant le subventionnement des fédérations sportives, du Comité olympique et interfédéral belge et des associations de coordination.

**Art. 48.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

**Art. 49.** Le Ministre ayant le Sport dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 octobre 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,  
R. DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 3148

[C — 2000/29412]

**30 OKTOBER 2000. — Besluit van de Regering  
tot regeling van de toekenning van subsidies aan de erkende sportfederaties of de erkende sportverenigingen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens van de Franse Gemeenschap, gegeven op 10 mei 2000;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 mei 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 14 juni 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over de aanvraag om advies dat door de Raad van State te geven is binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 30.354/4, gegeven op 25 september 2000, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Cultuur en Sport;  
Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 oktober 2000,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *De indiening van de aanvragen om werkingssubsidies*

**Artikel 1.** Om de jaarlijkse werkingssubsidies bedoeld in de artikelen 48, 60 en 71 van het decreet te kunnen genieten, dienen de erkende sportfederaties of de erkende sportverenigingen een aanvraag bij de administratie in op door deze afgeleverde formulieren.

**Art. 2.** De in artikel 1 bedoelde formulieren moeten worden ingediend voor 31 maart van het begrotingsjaar ten laste waarvan de op grond van het decreet toegekende subsidies werkelijk worden uitbetaald, hierna «het begrotingsjaar» genoemd. Zij moeten worden aangevuld, samen met alle vereiste documenten ingediend en ondertekend door ten minste twee daartoe gemachtigde bestuurders.

De inlichtingen die erin worden vermeld, hebben betrekking op de uitgaven gedaan gedurende het kalenderjaar dat voorafgaat aan het begrotingsjaar, hierna "het referentiejaar" genoemd.

Behalve bij overmacht, heeft elke vertraging bij de indiening van de aanvraag het verlies van het recht op de werkingssubsidie tot gevolg.

**Art. 3.** Elke erkende sportfederatie of elke erkende sportvereniging moet, samen met haar aanvraag, de volgende documenten indienen :

1° de notulen van haar laatste algemene vergadering, met inbegrip van het verslag van de commissarissen der rekeningen, waarbij worden goedgekeurd :

- a) het ontwerp van begroting van het lopende jaar,
- b) de balans en de exploitatierekening, voor de uitgaven en de ontvangsten, van het afgelopen jaar,
- c) het moreel verslag, ingediend door de leidende instanties,
- d) de opgave van de geprogrammeerde activiteiten alsook hun prioritaire doelstellingen;

2° de geactualiseerde lijst van de aangesloten clubs, met vermelding, voor elk van die, van :

- a) de maatschappelijke zetel,
- b) de gewone plaats voor hun activiteiten,
- c) het aantal leden die een sport beoefenen, gerangschikt volgens leeftijd en geslacht,
- d) de lijst van hun leidende personen, met vermelding van hun naam, adres en ambt uitgeoefend binnen de club;

3° de lijst van de leden van haar al dan niet bezoldigd personeel, ongeacht hun statuut, die ten minste halftijds werkzaam waren;

4° de bijgehouden lijst van zijn bestuurders, met vermelding van hun naam, adres en ambt uitgeoefend binnen de erkende sportfederatie of erkende sportvereniging;

5° een document houdende de nadere regels voor het toepassen en opvolgen van het regelmatig medisch toezicht.

**Art. 4.** De vereniging van Franstalige sportfederaties :

1° is vrijgesteld van de verplichtingen bedoeld in artikel 3, 2° en 5°;

2° moet de lijst mededelen van de federaties die bij haar aangesloten zijn en die hun bijdrage hebben betaald.

**Art. 5.** De vereniging voor schoolsport :

1° is vrijgesteld van de verplichtingen bedoeld in artikel 3, 2° en 5°;

2° moet, voor elk van de federaties die bij haar aangesloten zijn, de lijst van hun bestuurders mededelen, met vermelding van hun naam, adres en ambt uitgeoefend binnen hun federatie.

**Art. 6.** De vereniging voor sport in het hoger onderwijs :

1° is vrijgesteld van de verplichtingen bedoeld in artikel 3, 2° en 5°;

2° moet, voor elk van de sportcentra die bij haar aangesloten zijn, de lijst van hun bestuurders mededelen, met vermelding van hun naam, adres en ambt uitgeoefend binnen hun centrum.

HOOFDSTUK II. — *De berekening van de tegemoetkoming in de uitgaven van de administratieve personeelsformatie*

**Art. 7.** De uitgaven die in aanmerking moeten komen voor de berekening van de tegemoetkoming zijn deze die werden gedaan door de erkende sportfederaties of de erkende sportverenigingen gedurende het referentiejaar.

Om het jaar te bepalen waarin de uitgave wordt aangerekend, geldt de werkelijke datum waarop deze wordt uitbetaald.

**Art. 8.** De maximumbedragen van de bezoldigingen die in aanmerking te nemen zijn voor de berekening van de subsidie, worden bepaald als volgt :

1° voor de leden van de administratieve personeelsformatie die leidingstaken uitoefenen :

a) gedurende de eerste drie prestatiejaren binnen een erkende sportfederatie of een erkende sportvereniging : schaal 100/1 (bruto),

b) gedurende de periode tussen het vierde en het negende prestatiejaar binnen een erkende sportfederatie of een erkende sportvereniging : schaal 110/1 (bruto),

c) vanaf het tiende prestatiejaar binnen een erkende sportfederatie of een erkende sportvereniging : schaal 120/1 (bruto);

2° voor de leden van de administratieve personeelsformatie die beheerstaken uitoefenen :

a) gedurende de eerste drie prestatiejaren binnen een erkende sportfederatie of een erkende sportvereniging : schaal 200/1 (bruto),

b) gedurende de periode tussen het vierde en het negende prestatiejaar binnen een erkende sportfederatie of een erkende sportvereniging : schaal 210/1 (bruto).



c) vanaf het tiende prestatiejaar binnen een erkende sportfederatie of een erkende sportvereniging : schaal 220/1 (bruto).

**Art. 9.** De bedragen van de in aanmerking te nemen bezoldigingen worden vastgesteld met inachtneming van de indexeringsregeling die wordt toegepast op de wedden van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

**Art. 10.** De weddeschalen bedoeld in artikel 8 zijn deze die vermeld zijn in de bijlage bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

**Art. 11.** Wanneer een lid van de administratieve personeelsformatie geen ambt met volledige dagtaak uitoefent of alleen gedurende een deel van het referentiejaar zijn ambt heeft uitgeoefend, dan worden de maximumbedragen van de bezoldigingen die in aanmerking te nemen zijn, verminderd in verhouding tot de geleverde prestaties.

Elke bezoldiging in verband met een niet gepresteerde opzeggingstermijn mag niet in aanmerking komen voor de subsidie.

**Art. 12.** De in artikel 8 bedoelde maximumbedragen worden als volgt aangepast op grond van de leeftijd die de leden van de administratieve personeelsformatie op 1 januari van het referentiejaar hebben bereikt :

- 1° minder dan 25 jaar : minimumbedrag
- 2° tussen 25 en 34 jaar : anciënniteit van 5 jaar (5de trap)
- 3° tussen 35 en 44 jaar : anciënniteit van 15 jaar (15de trap)
- 4° tussen 45 en 50 jaar : anciënniteit van 20 jaar (20ste trap)
- 5° meer dan 50 jaar : maximale anciënniteit (laatste trap).

**Art. 13.** Naast de voorwaarde van prestaties die ten minste gelijk zijn aan een halfve dagtaak, bedoeld in de artikelen 50, lid 1, 62, lid 1, en 73, lid 1 van het decreet, komen de bezoldigingen van de leden van de administratieve personeelsformatie in aanmerking voor de subsidie, voor zover zij voldoen aan de volgende voorwaarden :

- 1° Belg zijn of burger van de Europese Unie;
- 2° Franstalig zijn;
- 3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 4° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag hebben;
- 5° niet de leeftijd van 65 jaar op 1 januari van het referentiejaar hebben bereikt;
- 6° met de erkende sportfederatie of de erkende sportvereniging door een arbeidsovereenkomst verbonden zijn;
- 7° a) voor de leidingstaken : houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs of van een als gelijkwaardig geacht diploma;
- b) voor de beheerstaken : houder zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs of van een als gelijkwaardig geacht diploma.

**Art. 14.** De Minister kan van de bepalingen bedoeld in artikel 13, 1°, 6° en 7° b, afwijken, na advies van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens van de Franse Gemeenschap.

In verband met de vereniging voor sport in het hoger onderwijs, wanneer de werkgever één van de instellingen bedoeld in artikel 44 van het decreet is, moeten de leden van de betrokken administratieve personeelsformatie ten minste een halve dagtaak aan de vereniging besteden op grond van een akte tot terbeschikkingstelling, ondertekend door de gemachtigden van beide partijen.

**Art. 15.** Het maximum aantal leden van de administratieve personeelsformatie die in aanmerking kunnen komen, wordt vastgesteld als volgt; de eenheid wordt bepaald als equivalent met een volledige dagtaak :

1° Sportfederaties gerangschikt in categorie I, met uitzondering van deze die in artikel 26 van het decreet bedoeld zijn :

- a) meer dan 20 000 leden : 6 eenheden
- b) van 15 001 tot 20 000 leden : 5,5 eenheden
- c) van 10 001 tot 15 000 leden : 5 eenheden
- d) van 5 001 tot 10 000 leden : 4 eenheden
- e) van 2 501 tot 5 000 leden : 3 eenheden
- f) van 1 501 tot 2 500 leden : 2 eenheden
- g) van 250 tot 1 500 leden : 1 eenheid

2° Sportfederaties gerangschikt in categorie II :

- a) meer dan 15 000 leden : 4 eenheden
- b) van 7 501 tot 15 000 leden : 3 eenheden
- c) van 5 001 tot 7 500 leden : 2,5 eenheden
- d) van 2 501 tot 5 000 leden : 2 eenheden
- e) van 1 501 tot 2 500 leden : 1,5 eenheden
- f) van 250 tot 1 500 leden : 1 eenheid

3° Sportfederaties gerangschikt in categorie III :

- a) meer dan 20 000 leden : 3,5 eenheden
- b) van 15 001 tot 20 000 leden : 3 eenheden
- c) van 10 001 tot 15 000 leden : 2,5 eenheden
- d) van 5 001 tot 10 000 leden : 2 eenheden

- e) van 2 501 tot 5 000 leden : 1,5 eenheden
- f) van 1 000 tot 2 500 leden : 1 eenheid
- 4° De sportfederatie bedoeld in artikel 26 van het decreet :
  - a) meer dan 20 000 leden : 7 eenheden
  - b) van 15 001 tot 20 000 leden : 6,5 eenheden
  - c) van 10 001 tot 15 000 leden : 6 eenheden
  - d) van 5 001 tot 10 000 leden : 5 eenheden
  - e) van 2 500 tot 5 000 leden : 4 eenheden
- 5° De vereniging voor schoolsport : 4 eenheden
- 6° De vereniging voor sport in het hoger onderwijs : 5 eenheden.

**Art. 16.** De bedragen voor de tegemoetkoming in de uitgaven van de administratieve personeelsformatie worden vastgesteld als volgt :

- 1° leidingstaken :
  - a) eerste ambtenaar : 90 % van de bezoldiging
  - b) andere ambtenaren : 75 % van de bezoldiging
- 2° beheerstaken :
  - a) eerste ambtenaar : 90 % van de bezoldiging
  - b) andere ambtenaren : 75 % van de bezoldiging.

**Art. 17.** In afwijking van de bepalingen van artikel 13 — met uitzondering van zijn punten 3°, 4°, 5° — en van artikel 15, worden de leden van de administratieve personeelsformatie van de federaties die op 31 december 2000 erkend zijn, die ten minste twaalf maanden anciënniteit tellen en die op die datum voor de subsidie in aanmerking komen, beschouwd als voldoende aan de voorwaarden van dit besluit, voor zover zij hetzelfde ambt binnen dezelfde federatie uitoefenen.

De Minister kan afwijken van de percentages bedoeld in artikel 16, wanneer de toepassing van dit besluit, voor de begunstigen, minder voordelig zou zijn dan de bepalingen die vroeger van kracht waren.

**Art. 18.** Elke erkende sportfederatie of erkende sportvereniging die de werkingssubsidie aanvraagt, stelt de bewijsstukken ter beschikking van de administratie in verband met alle inlichtingen en alle uitgaven vermeld in de documenten bedoeld in de artikelen 2, 3, 4, 5, 6 en 13, zoals inzonderheid de arbeidsovereenkomsten, afschriften van diploma's, nationaliteitsbewijzen, getuigschriften van goed zedelijk gedrag, loonfiches, RSZ-verklaringen, verzekeringsovereenkomsten, facturen en betalingsbewijzen, uittreksels uit bankrekeningen, originelen of voor eensluidend verklaarde afschriften van administratieve documenten, medische attesten.

**Art. 19.** Er kan een voorschot op de werkingssubsidie worden gestort aan de erkende sportfederaties of erkende sportverenigingen ten belope van een maximumbedrag dat gelijk is aan het bedrag van het forfaitair deel van de subsidie en 50 percent van de tegemoetkoming die in het vorige jaar op de uitgaven voor de administratieve personeelsformatie werd uitgetrokken.

### HOOFDSTUK III. — *De indiening van de aanvragen om aanvullende subsidie*

**Art. 20.** Om de aanvullende subsidie bedoeld in de artikelen 51, 63 en 74 van het decreet te kunnen genieten, moeten de erkende sportfederaties of erkende sportverenigingen een aanvraag bij de administratie indienen op de door haar afgegeven formulieren.

**Art. 21.** De in artikel 20 bedoelde formulieren moeten voor 31 oktober van het referentiejaar worden ingediend.

Zij moeten worden aangevuld, samen met elk vereist document worden ingediend, en door ten minste twee daartoe gemachtigde bestuurders worden ondertekend.

Behalve bij overmacht, heeft elke vertraging bij de verzending van de aanvraag het verlies van het recht op de aanvullende subsidie tot gevolg.

**Art. 22.** Het programma van de activiteiten bedoeld in de artikelen 53, 1°; 64, 1° en 75, 1°, van het decreet wordt voorgesteld in de vorm van projecten.

De projecten moeten :

- 1° samen met een opgave van de motivatie worden ingediend, met mededeling van :
  - a) de beoogde kwalitatieve en kwantitatieve doelstellingen;
  - b) de administratieve, logistieke en technische behoeften voor de uitvoering ervan;
- 2° samen met een planning tot het einde van de olympiade worden ingediend;
- 3° in de volgorde van de prioriteiten worden voorgesteld;
- 4° in de begroting, als uitgaven en als ontvangsten, worden opgenomen.

**Art. 23.** Ter staving van de aanvragen om aanvullende subsidies, moeten de erkende sportfederaties of erkende sportverenigingen de volgende gegevens mededelen, met opgave van alle aangepaste redenen :

- 1° het aantal leden van de sportformatie die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van het programmaplan;
- 2° het mandaat dat hun wordt verleend;
- 3° de aard van de opgelegde taken;
- 4° het niveau van de vereiste kwalificatie.

HOOFDSTUK IV. — *De berekening van de aanvullende subsidie**Afdeling 1.* — De berekening van de tegemoetkoming in de uitgavenactiviteiten

**Art. 24.** Voor elke erkende sportfederatie of erkende sportvereniging bepaalt de Minister :

- 1° de projecten die voor de subsidie in aanmerking komen;
- 2° de typen uitgaven die in aanmerking kunnen komen;
- 3° de maximumbedragen voor de tegemoetkoming die toe te passen zijn op de in aanmerking komende uitgaven;
- 4° de percentages van de tegemoetkoming, ten belope van een maximum van 90 percent, toepasselijk op de activiteitenprogramma's bedoeld in de artikelen 53, 1°, 64°, 1 en 75, 1° van het decreet.

Daartoe vraagt de Minister, behalve voor de vereniging voor schoolsport en de vereniging voor sport in het hoger onderwijs, het advies van de Adviescommissie bedoeld in artikel 52 van het decreet aan en houdt rekening met :

- 1° de waarde van de in aanmerking komende projecten en van hun doelstellingen;
- 2° in voorkomend geval, de rangschikking die wordt toegekend ofwel krachtens artikel 16 van het decreet, ofwel door gelijkstelling;
- 3° de financiële ontvangsten die eigen zijn aan de erkende sportfederatie of de erkende sportvereniging;
- 4° de verwezenlijking van de vorige programma's.

**Art. 25.** De subsidie kan niet dienen tot dekken van uitgaven die reeds geheel of gedeeltelijk door de Franse Gemeenschap worden gesubsidieerd, waarvoor een maximumbedrag wordt toegekend of die niet in aanmerking kunnen komen krachtens andere wettelijke of verordeningsbepalingen.

**Art. 26.** De maximumbedragen van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 24, lid 1, 3°, verwijzen in het algemeen naar de normen en tarieven die van toepassing zijn in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en worden aan de evolutie ervan gekoppeld.

*Afdeling 2.* — Berekening van de tegemoetkoming in de uitgaven voor de sportformatie

**Art. 27.** De uitgaven die in aanmerking dienen te worden genomen voor de berekening van de tegemoetkoming zijn deze gedaan door de erkende sportfederaties of de erkende sportverenigingen gedurende het begrotingsjaar.

Om het aanrekeningsjaar van de uitgave te bepalen, geldt de effectieve datum van uitbetaling van deze.

**Art. 28.** De maximale bedragen van de in aanmerking te nemen bezoldigingen voor de berekening van de subsidie worden als volgt bepaald :

- 1° voor de leden van de sportformatie met opdrachten van technische leiding :
  - a) gedurende de eerste drie jaren prestatie binnen een erkende sportfederatie of erkende sportvereniging : schaal 100/1 (bruto),
  - b) gedurende de periode van het vierde tot het negende jaar prestatie binnen een erkende sportfederatie of erkende sportvereniging : schaal 110/1 (bruto),
  - c) vanaf het tiende jaar prestatie binnen een erkende sportfederatie of erkende sportvereniging : schaal 120/1 (bruto);
- 2° voor de leden van de sportformatie belast met pedagogische, technische of sportorganisatieopdrachten :
  - a) gedurende de eerste drie jaren prestatie binnen een erkende sportfederatie of erkende sportvereniging : schaal 200/1 (bruto),
  - b) gedurende de periode van het vierde tot het negende jaar prestatie binnen een erkende sportfederatie of erkende sportvereniging : schaal 210/1 (bruto),
  - c) vanaf het tiende jaar prestatie binnen een erkende sportfederatie of erkende sportvereniging : schaal 220/1 (bruto).

**Art. 29.** De bedragen van de in aanmerking te nemen bezoldigingen worden bepaald rekening houdend met het type indexering dat van toepassing is op de wedden van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

**Art. 30.** De weddeschalen bedoeld bij artikel 28 zijn deze die opgenomen zijn als bijlage bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

**Art. 31.** Wanneer een lid van de sportformatie geen ambt uitoefent met volledige prestaties of een ambt enkel uitgeoefend heeft gedurende een deel van het begrotingsjaar, worden de maximale bedragen van de in aanmerking te nemen bezoldigingen beperkt naar rata van de uitgeoefende prestaties.

Geen enkele bezoldiging die gepaard gaat met een niet gepresteerde vooropzeg komt voor de subsidie in aanmerking.

**Art. 32.** De maximale bedragen bedoeld bij artikel 28 worden aangepast als volgt op grond van de leeftijd bereikt door de leden van de sportformatie op de 1 januari van het begrotingsjaar :

- 1° minder dan 25 jaar : minimaal bedrag
- 2° van 25 tot 34 jaar : anciënniteit van 5 jaar (5e trap)
- 3° van 35 tot 44 jaar : anciënniteit van 15 jaar (15e trap)
- 4° van 45 tot 50 jaar : anciënniteit van 20 jaar (20e trap)
- 5° meer dan 50 jaar : maximale anciënniteit (laatste trap).

**Art. 33.** Naast de voorwaarde in dienst te zijn om prestaties die minstens gelijkwaardig zijn met een halve dagtaak, bedoeld bij de artikelen 57, lid 1, 68, lid 1 en 79, lid 1 van het decreet, komen de bezoldigingen van de leden van de sportformatie voor de subsidie in aanmerking, voor zover deze aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° Belg zijn of burger van de Europese Unie;
- 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° een goed zedelijk gedrag hebben;

4° op 1 januari van het begrotingsjaar de leeftijd van 65 niet bereikt hebben;

5° gebonden zijn aan de erkende sportfederatie of erkende sportvereniging door een arbeidsovereenkomst.

**Art. 34.** De bezoldigingen van de leden van de sportformatie komen in aanmerking voor de subsidie, voor zover deze leden de hierna vermelde kwalificaties bezitten :

1° wat betreft de opdrachten van technische leiding :

a) voor de leden van de sportformatie van de sportfederaties bedoeld bij hoofdstuk IV, Afdeling I, van het decreet : houder zijn van :

— een diploma van licentiaat lichamelijke opvoeding en

— een brevet van monitor uitgereikt of gehomologeerd door de administratie, dat specifiek is voor de activiteiten van de federatie,

b) voor de leden van de sportformatie van de federaties bedoeld bij hoofdstuk IV, Afdelingen II en III van het decreet : houder zijn van :

— een diploma van licentiaat lichamelijke opvoeding of kinesitherapie en

— een brevet van monitor uitgereikt of gehomologeerd door de administratie, dat specifiek is voor de activiteiten van de federatie,

c) voor de leden van de sportformatie van de verenigingen bedoeld bij hoofdstuk IV, Afdelingen IV, V en VI van het decreet; houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs lichamelijke opvoeding;

2° wat betreft de pedagogische en technische opdrachten :

a) voor de leden van de sportformatie van de sportfederaties bedoeld bij hoofdstuk IV, Afdeling I van het decreet : houder zijn van :

— een brevet van monitor uitgereikt of gehomologeerd door de administratie, dat specifiek is voor de activiteiten van de federatie en

— een diploma van het hoger secundair onderwijs,

b) voor de leden van de sportformatie van de federaties bedoeld bij hoofdstuk IV, Afdelingen II en III van het decreet : houder zijn van :

— een brevet van monitor uitgereikt of gehomologeerd door de administratie, dat specifiek is voor de activiteiten van de federatie, en

— een diploma van het hoger secundair onderwijs,

of houder zijn van :

— een diploma van het hoger onderwijs lichamelijke opvoeding of kinesitherapie en

— een brevet van hulpmonitor uitgereikt of gehomologeerd door de administratie, dat specifiek is voor de activiteiten van de federatie,

c) voor de leden van de sportformatie van de sportverenigingen bedoeld bij hoofdstuk IV, Afdelingen IV, V en VI van het decreet : houder zijn van :

— een diploma van het hoger onderwijs lichamelijke opvoeding;

3° wat betreft de opdrachten van sportorganisatie :

a) voor de leden van de sportformatie van de sportfederaties bedoeld bij hoofdstuk IV, Afdeling I van het decreet : houder zijn van :

— een brevet van hulpmonitor uitgereikt of gehomologeerd door de administratie, dat specifiek is voor de activiteiten van de federatie en

— een diploma van het hoger secundair onderwijs,

b) voor de leden van de sportformatie van de federaties bedoeld bij hoofdstuk IV, Afdelingen II en III van het decreet : houder zijn van :

— een brevet van hulpmonitor uitgereikt of gehomologeerd door de administratie, dat specifiek is voor de activiteiten van de federatie,

— een diploma van het hoger secundair onderwijs,

of houder zijn van :

— een diploma van het hoger onderwijs lichamelijke opvoeding of kinesitherapie en

— een brevet van hulpmonitor uitgereikt of gehomologeerd door de administratie, dat specifiek is voor de activiteiten van de federatie,

c) voor de leden van de sportformatie van de verenigingen bedoeld bij hoofdstuk IV, Afdelingen IV, V en VI van het decreet : houder zijn van :

— een diploma van het hoger secundair onderwijs.

**Art. 35.** De Minister kan van de voorwaarden bedoeld bij artikel 33, 1° en 5° afwijken na advies van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens.

De Minister kan van de kwalificaties bedoeld bij artikel 34 afwijken voor de brevetten en de diploma's die hij gelijkwaardig acht, waarbij de nuttige ervaring ook in aanmerking mag worden genomen, na advies van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens.

Wat betreft de vereniging voor sport in het hoger onderwijs en ingeval de werkgever één van de bij artikel 44 van het decreet bedoelde instellingen is, kunnen de betrokken leden van de sportformatie minstens een halftijdse opdracht besteden aan de vereniging op basis van een terbeschikkingstelling ondertekend door de door beide partijen gemachtigde personen.

**Art. 36.** Het aantal leden van de sportformatie dat in aanmerking kan worden genomen wordt jaarlijks door de Minister bepaald, rekening houdend met :

1° in voorkomend geval, de rangschikking die ofwel krachtens artikel 16 van het decreet, ofwel door gelijkstelling toegekend werd;

2° het goedgekeurde programmaplan;

3° de aard van de geplande opdrachten.

**Art. 37.** Het bedrag van de tegemoetkomingen in de uitgaven voor de sportformatie wordt als volgt bepaald :

1° opdrachten van technische leiding :

a) 1ste ambtenaar : 90 % van de bezoldiging

b) andere ambtenaren : 75 % van de bezoldiging

2° pedagogische en technische opdrachten :

a) 1ste ambtenaar : 90 % van de bezoldiging

b) andere ambtenaren : 75 % van de bezoldiging

3° opdrachten van sportorganisatie :

75 % van de bezoldiging.

**Art. 38.** 1°. In afwijking van de bepalingen van artikel 33, met uitzondering van de punten 2°, 3°, 4°, worden de leden van de sportformatie van de op 31 december 2000 erkende federaties met twaalf maanden anciënniteit en die in aanmerking komen voor die subsidie op deze datum geacht als voldoende aan de voorwaarden van dit besluit voor zover ze hetzelfde ambt uitoefenen binnen dezelfde federatie.

2° De Minister kan afwijken van de percentages bedoeld bij artikel 37 wanneer de toepassing van dit besluit voor de begunstigde minder voordelig zou zijn dan de vroeger geldende bepalingen.

**Art. 39.** Elke erkende sportfederatie of erkende sportvereniging die een aanvullende subsidie aanvraagt, houdt ter beschikking van de administratie alle bewijsstukken voor alle inlichtingen en uitgaven zoals, onder andere, de arbeidsovereenkomsten, afschriften van de diploma's, nationaliteitsbewijzen, getuigschriften van goed zedelijk gedrag, loonfiches, RSZ-verklaringen, verzekeringsovereenkomsten, facturen en betalingsbewijzen, bankrekeninguittreksels, originele stukken of voor eensluidend verklaarde afschriften van bestuursdocumenten.

#### *Afdeling 3. — Tegemoetkoming in de uitgaven voor dopingbestrijding*

**Art. 40.** De definitie van de middelen bedoeld bij artikel 53, 1°, d van het decreet omvat :

a) de strategie die de erkende sportfederatie of -vereniging van plan is toe te passen inzake dopingbestrijding;

b) de identificatie van de geplande acties, onder andere op het gebied van :

— de informatie,

— de preventie,

— het toezicht;

c) de nadere regels voor de verwezenlijking van deze acties onder andere wat betreft de categorie, het aantal en het niveau van de betrokken sportbeoefenaars.

De geplande acties op het gebied van de informatie en de preventie worden voorgesteld in de vorm van projecten.

**Art. 41.** De uitgaven gedaan ter gelegenheid van de controles in het kader van de dopingbestrijding worden gesubsidieerd ten belope van een maximum bedrag van 15 000 BEF per controle. Dit bedrag dekt :

1° de kosten voor het onderzoek en het tegenonderzoek door een erkend laboratorium;

2° de kosten voor de aanschaffing van flesjes voor de aftapping;

3° de kosten voor het opsturen van deze monsters;

4° de verplaatsingskosten en de bezoldigingen van het personeel belast met het aftappen.

#### *HOOFDSTUK V. — Subsidie aan de clubs voor gehandicapten*

**Art. 42.** Onder clubs voor gehandicapten dienen verstaan te worden, de sportclubs bedoeld bij de artikelen 29 en 34 van het decreet, voor zover ze :

1° minimum vijftien leden tellen, waaronder minstens 80% een handicap of een misvorming van definitieve aard of van lange duur hebben die de lichamelijke, sensorische of mentale faculteiten aantast en waarbij ze verhinderd worden de sportactiviteiten onder normale omstandigheden te beoefenen;

2° binnen één van deze, de gehandicapten groeperen die betaald worden door eenzelfde instelling maar die verscheidene disciplines beoefenen;

3° beschikken over installaties die alle garanties inzake veiligheid bieden en die de aangepaste beoefening van sport door gehandicapten mogelijk maken;

4° aanvaarden zich te onderwerpen aan de inspectie door de ambtenaren aangewezen door de administratie.

**Art. 43.** Ieder jaar verdeelt de Minister onder de federaties bedoeld bij hoofdstuk IV, afdelingen II en III van het decreet, het krediet ingeschreven op de begroting van de Franse Gemeenschap voor de subsidiëring van sportclubs voor gehandicapten bedoeld bij artikel 42, rekening houdend met :

1° de rangschikking door gelijkstelling van iedere betrokken federatie;

2° het totaal aantal leden.

**Art. 44.** Iedere federatie bedoeld bij artikel 43 wordt op de hoogte gesteld van het bedrag dat haar gedurende het begrotingsjaar toegekend wordt voor de subsidiëring van de bij haar aangesloten sportclubs.

**Art. 45.** Vóór 1 juni van het begrotingsjaar, legt elke bij artikel 43 bedoelde federatie aan de Minister ter goedkeuring haar criteria voor de verdeling van het krediet dat haar werd toegekend voor de subsidiëring van de bij haar aangesloten sportclubs, alsook de verdeling van de subsidies die haar zouden worden toegekend op basis van de voorgestelde criteria, voor.

Onder de in aanmerking genomen criteria dienen verplicht deze die in de artikelen 29, 30, 34 en 35 van het decreet voorkomen, opgenomen te worden.

#### HOOFDSTUK VI. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 46.** Voor het begrotingsjaar 2001, zullen de voorschotten op de werkingssubsidie en op de mogelijke aanvullende subsidie geglobaliseerd worden. Het bedrag kan niet hoger liggen dan 50 % van het geheel van de werkingssubsidie en van de subsidie met betrekking tot topsport toegekend aan dezelfde begunstigde voor het begrotingsjaar 2000, vermeerderd met het bedrag van het forfaitaire gedeelte van de werkingssubsidie bedoeld bij artikel 48, 1°, van het decreet.

De Minister stelt het bedrag van het voorschot vast dat toegekend wordt aan de erkende sportfederaties of de erkende sportverenigingen die voortkomen uit de samenvoeging van instellingen die erkend waren in het kader van vroeger geldende bepalingen.

**Art. 47.** Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 16 november 1977 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de toelagen ter bevordering van het beoefenen door de gehandicapten van lichamelijke activiteiten, de sport en het openluchtlevens en de modaliteiten voor het indienen van de aanvragen tot betoelaging, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 juli 1991, bij de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 14 mei 1987 en 12 oktober 1987 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 februari 1994;

2° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 juni 1986 tot toepassing van het decreet van 5 juli 1985 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de universitaire sportcentra en de daarmee gelijkgestelde centra en van de schoolsportfederaties en de voorwaarden voor de toekenning van werkingstoelagen aan deze inrichtingen;

3° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 november 1991 betreffende de subsidiëring van de sportfederaties, van het Belgische Olympische en Interfederale Comité en van de coördinatieorganen.

**Art. 48.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2001.

**Art. 49.** De Minister tot wiens bevoegdheid de Sport behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 oktober 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,  
R. DEMOTTE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### VERTALING

#### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 3149

[C - 2000/27562]

#### Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 17 september 2000 wordt de heer Jean-Marie Groulard met ingang van 8 april 2000 benoemd tot Ridder in de Kroonorde.

Bij koninklijk besluit van 3 oktober 2000 wordt de heer André Secretin met ingang van 8 april 2000 benoemd tot Officier in de Orde van Leopold II.

#### SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 3149

[C - 2000/27562]

#### Ordres nationaux

Par arrêté royal du 17 septembre 2000, M. Jean-Marie Groulard a été nommé, à la date du 8 avril 2000, Chevalier de l'Ordre de la Couronne.

Par arrêté royal du 3 octobre 2000, M. André Secretin a été nommé, à la date du 8 avril 2000, Officier de l'Ordre de Léopold II.

### ÜBERSETZUNG

#### DIENSTSTELLEN DES PREMIERMINISTERS UND MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 3149

[C - 2000/27562]

#### Nationale Orden

Durch Königlichen Erlass vom 17. September 2000 wird Herr Jean-Marie Groulard am 8. April 2000 zum Ritter des Kronenordens ernannt.

Durch Königlichen Erlass vom 3. Oktober 2000 wird Herr André Secretin am 8. April 2000 zum Offizier des Ordens von Leopold II. Ernannt.